

Conjoncture (II) : Une reprise mondiale sans tonus

Article rédigé par *La Fondation de service politique*, le 26 juillet 2002

Globalement, si l'on en juge à l'aune de la production industrielle dans le monde, la reprise commencée à la fin 2001, bien que molle, a marqué une pause en avril. Et le rebond du commerce mondial reste pour l'instant limité.

Et seuls les pays émergents d'Asie participent à sa redynamisation, alors que les importations d'Amérique Latine et de l'Europe de l'Est continuent de baisser...

États-Unis : et après le rebond ? L'économie américaine se remet sur pied. La croissance a été vive au premier trimestre 2002 (+6,1 pour cent l'an), faite de stocks à reconstituer, de relance budgétaire et de consommation. Le mouvement se poursuit à un rythme plus modéré au vu des indicateurs sur le printemps sont: remontée de la production industrielle, bonne orientation des commandes de bien durables (mai), de l'indice des directeurs d'achat et des délais de livraison (juin), Redressement du moral des ménages (juin). En revanche, nouveau et léger tassement du marché automobile en juin, faible progression des revenus réels au deuxième trimestre.

En revanche, l'investissement des entreprises reste toujours négatif. Or, il est la clé d'une véritable reprise, d'autant que la demande des ménages risque d'être moins dynamique. Même si la situation des entreprises s'améliorait plus vite que prévu, grâce aux gains de productivité, une reprise à court terme des investissements ne se justifierait pas (bas taux d'utilisation des équipements, malgré l'obsolescence accélérée de certaines surcapacités actuelles, contrainte de financement liée au poids de la dette).

La perspective d'une croissance modérée (2,5 et 3 pour cent l'an fin 2002 et en 2003) en rupture avec la vigueur du premier trimestre et la tendance des années passées, est néanmoins souhaitable, compte tenu du déficit courant représentant 4,5 pour cent du PIB, qui explique en partie la baisse du dollar.

Japon : quel rebond ? Au delà d'un sursaut permis par de meilleures exportations début 2002, notamment vers l'Asie émergente et les Etats-Unis, rien ne laisse entrevoir une amélioration de la situation économique, sur fond d'une crise financière très grave et d'un risque d'explosion de la dette publique.

Zone euro : reprise pousive. La très faible reprise au premier trimestre 2002 (+0,9 pour cent l'an) résulte exclusivement du commerce extérieur et du gonflement des dépenses publiques. En revanche, la contraction de la demande intérieure privée s'est accentuée. Les données sur le printemps ne laissent pas entrevoir un décollage de reprise: arrêt du redressement industriel, baisse des permis de construire, remontée hésitante des carnets de commandes à partir d'un niveau très bas, plafonnement des perspectives de production en dessous de la tendance de longue période, lourdeur du marché automobile.

L'Europe est malade de l'Allemagne (30 pour cent du PIB de la zone euro) qui peine à se redresser, sous la seule impulsion du mouvement des stocks et de l'exportation, alors que la demande intérieure reste déprimée. Les perspectives sont d'autant plus ternes que l'euro s'apprécie vis à vis du dollar et du yen. La production manufacturière a reculé en mai pour le deuxième mois consécutif. La construction va mal. Le climat des affaires ne se redresse plus. Si les ventes de détail remontent, les immatriculations de voitures continuent de baisser. L'investissement productif continue de faiblir (surcapacités, lourdeur de la dette). L'Allemagne, où la cherté de la main d'œuvre amène les entreprises à peser sur leur masse salariale, n'a pas fini de digérer la réunification, et pâtit de plus en plus de son vieillissement démographique.

L'Europe est tout autant malade des questions récurrentes sur sa régulation d'ensemble et son policy mix, faute d'une autorité économique responsable, capable de se prononcer sur les mouvements irrationnels des Bourses, de prendre en charge une gestion macro-économique globale, d'apprécier les politiques budgétaires en fonction de la conjoncture: 70 pour cent de la zone euro (Allemagne, France, Italie) ne tiendront pas l'engagement de retour à l'équilibre des finances publiques en 2004...

La semaine prochaine : " Une reprise en demi-teinte de l'économie française "